



Réunion *Sauvons l'Europe* – Collectif Ile-de-France
du mardi 27 mai 2008 sur **les gauches françaises et l'Europe**

**Invité : Dominique REYNIÉ, Professeur des Universités
à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris**

Fabien CHEVALIER

Cette réunion a pour objet de faire le point sur les rapports entre les gauches françaises et l'Europe 3 ans après le rejet du Traité Constitutionnel Européen.

Quel est l'état de la gauche, des gauches, en France ? En France, les positions partis politiques ont changé au fil des années. Par exemple, le discours du Parti Communiste sur l'Europe a changé depuis Maastricht, il est moins anti-européen. Les Verts, quant à eux, restent traditionnellement pro-européens. Les radicaux de gauche sont des partisans de l'Europe, ils revendiquent une ligne claire sur l'Europe.

L'extrême gauche est toujours dans le schéma, classique pour elle, selon lequel il faut s'opposer à "l'Europe de Bruxelles".

Le Parti socialiste reste divisé sur la question européenne. Le Congrès de Reims permettra-t-il de clarifier la situation?

Concernant les autres pays européens, les clivages évoluent sur la question européenne. A Malte, la gauche bouge. Il en est de même au Danemark en ce qui concerne le Parti socialiste, qui est à la gauche du Parti social-démocrate.

Dominique REYNIÉ

Le problème de fond qui existe entre la gauche et l'Europe date de 2005.

La droite gouvernementale, elle aussi, n'a pas toujours eu un rapport apaisé avec l'Europe. La situation en France s'est stabilisée avec Chirac, artisan de cette européanisation de la droite. Chirac a contribué au "oui" au référendum de Maastricht. L'adversaire était Mitterrand, pas l'Europe. Cela lui a valu de se faire bousculer par ses troupes.

Cette situation ne s'est pas retrouvée en 2005. Fabius n'a pas renvoyé l'ascenseur.

Mais attention, entre le Traité de Maastricht et le TCE, le contexte est différent.

2005 ne ressemble pas à 1992. La mondialisation a fait irruption sur le devant de la scène. Les citoyens français ont une conviction très singulière sur le sujet. La mondialisation surpasse le niveau européen.

En 2005, le jugement sur l'Europe est alors parasité par le jugement sur la mondialisation. Celle-ci est jugée effrayante avec le spectre de la délocalisation. Les entreprises quittent le continent européen. "les entreprises s'en vont et les immigrés arrivent ; les candidats au travail arrivent alors que les entreprises partent".

Par ailleurs, la seule victoire de la gauche radicale et de la gauche du non s'est faite notamment par un ralliement à la pensée de l'extrême droite. Pendant le référendum, on a pu remarquer une augmentation des dérapages verbaux traduisant une vision populiste de la société. C'est la caricature du plombier polonais.

Pour les partisans du non, l'Europe doit être la France en grand. C'est du nationalisme impérialiste. On stigmatise les pays étrangers.

Mais est-il possible de faire "la gauche" au sein d'un seul pays membre de l'Union européenne? Pour toute une série de raisons, cela n'est pas possible.

Que peut faire la gauche avec ses valeurs? Quelle est la politique de gauche possible? La question du gouvernement se pose et non celle de l'Europe. Il existe toujours un contexte plus ou moins difficile. Mais cela est-il la source d'une absence de réactions de la part de la gauche actuellement? Quel était le contexte le plus difficile? 1936 ou 1997?

Concernant la CMU et le PACS, ces deux thèmes ont spécifié la gauche. Mais cela a été assimilé à une trahison par les classes populaires. En effet, le sujet du PACS avait fait l'objet, à l'époque, d'une grande médiatisation. Ce sujet passait donc devant d'autres thèmes qui préoccupaient plus les Français. La CMU a été mal perçue par les classes populaires. On s'occupait plus des exclus qu'eux. De même, les 35H ont constitué un vrai marqueur de la politique de gauche. Ce genre de réforme ne peut plus avoir lieu à l'heure actuelle.

La gauche a pour but de développer une politique destinée aux plus défavorisés, une politique progressiste. Les classes populaires sont les cibles de la politique de la gauche. Les réponses données entre 2002 et 2005 ont toujours eu pour objectif de plaire aux classes populaires. Mais il s'agit d'une mauvaise réponse car cela a eu comme conséquences des discours populistes. Il existe un vrai problème des relations entre la gauche et les classes populaires.

Prenons l'exemple de la Suède. Le PS suédois est à la gauche de la social-démocratie. Il avait connu des succès électoraux avec des discours à la fois sociaux et populistes, anti-européens. La Suède connaît en ce moment une progression de l'extrême droite avec l'émergence de propos racistes. Si la gauche prend le risque de chercher les classes populaires sur des thèmes populistes et anti-européens, elle prend le risque de tomber dans le racisme. Et la gauche sera toujours battue sur ce terrain par l'extrême droite.

Il faut que la gauche théorise ce qu'elle fait. La directive sur les transports de 2001 a été transposée par JC Gayssot... Quelles leçons en a-t-on tirées? Aucune. On peut remarquer qu'il y a une absence de discussion sur l'Europe par la gauche. L'action du PS s'inscrit dans l'ordre international plus que dans l'Europe. La gauche est donc menacée d'une défaite car ces sujets n'avancent pas.

Depuis 2005, avons-nous beaucoup progressé? Non, car la nouvelle déclaration de principes du PS envisage l'Europe d'une manière minime. Or, accuser l'Europe de tous les maux revient bien souvent à faire une économie de réflexion. La meilleure des solutions : il faut européeniser la puissance publique. Les français ne se satisferont pas longtemps de cet entre-deux. Il faut faire le grand bon européen. Ou ce sera un retour vers le nationalisme avec ses relents de xénophobie. Et ce, alors que l'immigration sera de plus en plus nécessaire pour préserver notre modèle social.

Qu'en est-il du caractère libéral de la gauche?

Comment la gauche peut ne pas être libérale? En effet, si le PS n'est pas libéral, c'est qu'il est autoritaire. Faut-il renoncer aux libertés locales, à la société civile, à l'inventivité?

En 2008, il n'y a pas de clarification. Cela est préoccupant pour aujourd'hui et pour l'avenir.

L'élargissement

En 2004, l'élargissement a permis de prendre position sur les pays de l'Est. Cela marque une série de rupture. Comment reprocher aux pays de l'Est d'être atlantistes si on ne construit pas l'Europe de la défense pour la rassurer face à la Russie?

Les référendums sur les traités européens

Il faut interdire les référendums nationaux sur les questions européennes. L'UE ne peut être l'otage des résultats dans un seul pays. Ou alors, il faut dire que si le résultat est négatif le pays concerné devra quitter l'UE.